

CAHIER DES CHARGES PRESTATIONS

CCTP – Mission de CSPS de Grenoble

Version de travail

Version définitive

Réf chrono : CQSE/CCTP/CSPS/2020

SFETN/DC 056 2020

Diffusion	
Externe	Entreprises consultées
Interne	
Par mail en pièce jointe Copie papier	

Nom	Fonction	Entité	Date	Visa
Auteur(s)				
D. COGNEAU	Chef de Projet « îlot 40 »	DPFT/SFETN		
G. SANCHEZ	CQSE	DG/CEAGRE/CQSE		
Vérificateurs				
J. ZOPPE	Chef d'exploitation SFETN (41)	DPFT/SFETN		
L. MARINI	Chef d'exploitation SFETN –(52C)	DPFT/SFETN		
T. DESRUOL	Ingénieur Sécurité	DPFT/CHSE		
G. DEPAILLER	Correspondant Qualité	DPFT/CQPF		
Approbateur				
B. COMTE	Chef de Service SFETN	DPFT/SFETN		

SOMMAIRE

1	OBJET.....	5
2	OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	7
3	DOCUMENTATION APPLICABLE	7
3.1	GENERALITES	7
3.2	DOCUMENTS DE REFERENCE	7
3.3	DOCUMENTS REGLEMENTAIRES.....	7
3.4	DOCUMENTS QUALITE.....	8
3.5	CIRCULAIRES SECURITE	8
4	MODALITES D'INTERVENTIONS.....	8
4.1	INTERVENANTS ET ROLES RESPECTIFS	8
4.1.1	CEA Grenoble.....	8
4.1.2	Prestataire	9
4.2	RELATIONS AVEC LE CEA GRENoble.....	9
4.3	ORGANISATION DU PRESTATAIRE	9
4.4	CONDITIONS D'INTERVENTIONS.....	10
4.4.1	Horaires.....	10
4.4.2	Conditions d'intervention sur le site.....	10
4.4.3	Plan de prévention.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
4.5	INTERPRETATION DU PRESENT CAHIER DES CHARGES	10
5	INFORMATION CONSEIL – OBLIGATION D'INFORMATION	10
6	POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU CEA	10
6.1	RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE).....	10
6.2	DEVELOPPEMENT DURABLE.....	11
7	QUALITE	11
8	DESCRIPTION DE LA PRESTATION	13
8.1	PERIMETRE.....	13
8.1.1	Périmètre géographique	13
8.1.2	Périmètre du marché	14
8.1.3	Estimation* du nombre de corps d'état sur le chantier :.....	15
8.2	PRESTATION A REALISER ET RESULTATS ATTENDUS.	16
8.2.1	Définition de la mission	16
8.2.2	Principes généraux.....	16
8.2.3	Tranche ferme : Phase d'Etude, de Conception et d'Elaboration du projet	17
8.2.4	Tranche optionnelle: Phase de Réalisation	19
8.2.5	Information du Maître d'Ouvrage.....	21
8.3	PHASAGE DU PROJET	21
8.4	DELAI ET PLANNING	21
8.4.1	Durée	21
8.4.2	Délais de Réalisation des Eléments de la Mission.....	22
8.5	LIVRABLES	23
9	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	24
9.1	AUTORITE ET MOYENS DEVOLUS AU TITULAIRE	24
9.1.1	Autorité Dévolue au Titulaire	24
9.1.2	Moyens du Titulaire	24

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

10 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION	26
10.1 SECURITE	26
10.2 CONFIDENTIALITE	26
10.3 VISITE DES LIEUX	27
11 DISPOSITIONS FINANCIERES	27
11.1 CRITERES DE JUGEMENT DE L'OFFRE « MIEUX-DISANTE »	27
11.2 CAPACITE DU CANDIDAT A INTERVENIR	27
11.3 OFFRE FINANCIERE.....	27
12 LES CONTROLES D'EXECUTION.....	28
12.1 CONTROLE DE LA PRESTATION.....	28
12.2 SUIVI DE LA PRESTATION	28
13 ANNEXES.....	29
13.1 ANNEXE 1 : CONTENU DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	29
13.2 ANNEXE 2 : CONTENU DU DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEUR SUR L'OUVRAGE	30
13.3 ANNEXE 3 : GRILLE DE DECOMPOSITION DES PRIX GLOBALE ET FORFAITAIRE	30

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

Lexique

APS : Avant-Projet Sommaire

APD : Avant-Projet Détaillé

PRO : Phase Projet

EXE : Phase Exécution

DCE : Dossier de Consultation des Entreprises

AO : Appel d'Offre

MOA : Maitre d'Ouvrage

RMOA : Représentant du Maitre d'Ouvrage

MOE : Maitre d'Ouvrage

BCT : Bureau de Contrôle Technique

CSPS : Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

PGC SPS : Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé

RJ : Registre Journal

DIUO : Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage

DPEI : Département Patrimoine Exploitation Ingénierie

GAMO : Groupe Assistant Maitrise d'Ouvrage

CQSE : Cellule Qualité Sécurité Environnement

SA : Service Achats



Ce symbole annoté en marge du document, signifie qu'une attention particulière sera apportée lors de l'analyse des offres et tout au long de la prestation pour le ou les points concernés.

1 OBJET

Le présent cahier des charges a pour objet de détailler les missions de Coordination de sécurité à confier à un bureau de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour couvrir l'ensemble des études et travaux nécessaires aux opérations de désamiantage, d'aménagement et de rénovation de l'ensemble de bâtiment formant l'îlot « Bâtiment 40 ».

Le présent cahier des charges est décomposé en trois

- ✓ Une opération de travaux de désamiantage de l'îlot Bâtiment 40 & isolement du bâtiment 40.06;
- ✓ Une opération d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.05 (comprenant les façades) ;
- ✓ Une opération d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.07, 40.73, 40.72 & 40.02 (comprenant les façades).

Les opérations de désamiantage de l'ensemble des locaux constituant l'îlot Bâtiment **40**, déconstruction du bâtiment **40.73, 40.72** & isolement du bâtiment **40.06**

Les opérations d'aménagement & de rénovation du bâtiment **40.05** :

- ✓ Ce bâtiment se compose de 3 niveaux actuellement :
 - Combles
 - Plateau libre de 1451 m²
 - Sous-sol
- ✓ Les aménagements prévus :
 - Combles techniques
 - Aménagement du plateau en bureaux et laboratoires (y compris Facilities)
 - Un sous-sol technique
 - Traitement des façades

Les opérations d'aménagement & de rénovation du bâtiment **40.07** :

- ✓ Ce bâtiment se compose de 3 niveaux actuellement :
 - Combles
 - Plateau libre de 1050 m²
 - Sous-sol
- ✓ Les aménagements prévus :
 - Combles techniques
 - Aménagement d'une salle blanche (y compris Facilities)
 - Fermeture du patio actuel pour aménagement salle blanche
 - Déconstruction et/ou adaptation du bâtiment 40.73, 40.72
 - Travaux d'adaptation et de rénovation du 40.02
 - Un sous-sol technique
 - Traitement des façades

Ces travaux se dérouleront en opération de Bâtiment et de Génie-Civil conformément à :

- ✓ L. 4532-18 : Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions d'application du présent chapitre. (Décret n°14-1159, ...).

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

Le classement des opérations sera au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail, hors zone réglementée sous l'angle radiologique :

- ✓ Les opérations de désamiantage de l'ensemble des locaux constituant l'îlot Bâtiment 40, déconstruction du bâtiment 40.73 & isolement du bâtiment 40.06 : **NIVEAU II**
- ✓ Les opérations d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.05 : **NIVEAU II**
- ✓ Les opérations d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.07 : **NIVEAU I**

L'ensemble des opérations sont soumises au CISSCT durant les phases en coactivité lors de phase réalisation.

Les travaux seront divisés en plusieurs phases fermes de conception et optionnelle la phase de réalisation suivant les décompositions ci-après :

- ✓ Mission de coordonnateur sécurité et protection de la santé répartie comme suit :
 - Les phases conception pour les projets Amiante, 40.05 & 40.07, décomposées de la manière suivante :
 - Une phase conception « spécifique » Amiante et isolement du bâtiment 40.06, Tranche « Ferme » n°1
 - Une phase conception « spécifique » 40.05, Tranche « Ferme » n°2
 - Une phase conception « spécifique » 40.07, Tranche « Ferme » n°3
 - Les phases réalisation pour les projets Amiante, 40.05 & 40.07, décomposées de la manière suivante :
 - Une phase réalisation « spécifique » Amiante et isolement du bâtiment 40.06, Tranche optionnelle n°1
 - Une phase réalisation « spécifique » 40.05, Tranche optionnelle n°2
 - Une phase réalisation « spécifique » 40.07, Tranche optionnelle n°3

- ✓ Ces 3 phases auront un « Tronc commun » à savoir une coordination générale des 3 opérations

Il définit en particulier le contenu de la mission qui sera confiée au Titulaire, l'autorité que le Maître d'Ouvrage lui confère par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, ainsi que les moyens qu'il met à sa disposition. Cette mission est confiée au Titulaire, conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application.

Elle concerne les locaux situés dans des bâtiments, sur les sites de Grenoble.

Attention la mission couvre non seulement jusqu'à la réception mais aussi la phase entre réception et livraison aux utilisateurs

Interlocuteurs :

Pilote opérationnel :

- ✓ Dominique COGNEAU
CEA Grenoble / DRT/LETI/DPFT/SFETN

Représentant du Maître de l'Ouvrage :

Opération de désamiantage et isolement du bâtiment 40.06 :

- ✓ Jean-François GIRARD
CEA Grenoble / DRT/LETI/DPFT/SFETN

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

Opération d'aménagement et de rénovation des bâtiments 40.05 / 40.07 (y compris 40.73)

✓ Florian MASSIT

CEA Grenoble / DRT/LETI/DPFT/SFETN

Les désignations des équipes de Maitrise d'œuvre sont traitées en parallèle de la présente consultation.

2 OBLIGATION DE RÉSULTAT

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent CdC est soumis à une obligation de résultat de la part du prestataire, où le prestataire doit délivrer les prestations conformément aux spécifications convenues.



La performance du prestataire en termes de résultat attendu est mesurée par la mise en œuvre d'indicateurs pertinents et indiscutables (Cf. §12.1) permettant d'apprécier la bonne exécution des tâches prévues au titre du contrat.

Néanmoins, le prestataire doit rechercher de façon continue l'organisation optimale en matière de gestion de ses activités afin d'offrir la meilleure qualité des prestations.

3 DOCUMENTATION APPLICABLE

3.1 Généralités

La liste des documents détaillée dans ce chapitre n'est pas exhaustive, elle a pour but d'identifier les principaux documents applicables aux prestations décrites dans ce CdC. Le CEA Grenoble la fera évoluer autant que nécessaire par respect des règles de sécurité, de l'évolution de la réglementation et des recommandations du prestataire dans le cadre de la veille technologique et réglementaire. Le prestataire doit s'assurer de toujours appliquer les dernières versions de ces documents.

3.2 Documents de référence

Sur le site du CEA Grenoble, l'Arrêté Préfectoral du centre, les circulaires et instructions sécurité CEA s'appliquent, et notamment les textes suivants :

Référence	Libellé
	Règlement intérieur du CEA
EQ/CS23-10 ind A	Règles applicables aux entreprises extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
EQ/CS23-1 Covid-19 [ind A]	Avenant au plan de prévention – dans le cadre du contexte sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19 (suivant mesures gouvernementales)

Ces documents sont consultables sur place ou peuvent être communiqués sur demande. Le prestataire se doit d'informer le CEA Grenoble de toutes évolutions réglementaires survenant dans les domaines concernés par le présent CdC et des incidences contractuelles pouvant en découler.

3.3 Documents réglementaires

Le Titulaire doit se conformer aux textes et aux normes applicables aux prestations assurées. Il informe le CEA de toute évolution réglementaire en cours de marché.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

3.4 Documents qualité

Des documents qualité sont diffusés au prestataire dans la phase de prise en charge du contrat pour prise en compte et application. Le CEA Grenoble peut les faire évoluer autant que de besoin.

Liste non exhaustive :

Référence	Libellé
ST.G.CC.1100	CCTG Applicable à tous les lots
ST.E.PT.6417	Charte graphique
ST.G.CC 1355	Exigences environnementales DD
ST.E.NT.3449	CCTG Constitution des DOE et DIUO
ST.E.DF 2283	CCTG Installation électrique de chantier
STE CC 1058	CCTG applicable à la conception et à la réalisation d'un lot électricité
ST.E.PR.1335	consignation déconsignation
ST.E.PR.1342	mise en sécurité des câbles
ST.E.NT.4410	note applicable au repérage des armoires électriques

3.5 Circulaires sécurité

Référence	Libellé
	Livret expédition marchandise dangereuse
Circulaire 61	Sécurité dans les opérations de bâtiment et génie civil
Circulaire 28	Prévention des risques électriques
Circulaire 34	Prévention des risques sur réseaux de fluides
Circulaire 41	Transports de marchandises dangereuses
Circulaire 46	Prévention des risques liés à l'amiante
Circulaire 48	Dispositions prévention des risques incendie
Circulaire 14	gestion des déchets au CEA Grenoble
Circulaire 23	Organisation du travail des entreprises et organismes extérieurs au CEA Grenoble

4 MODALITES D'INTERVENTIONS

Les interventions sur le site du CEA Grenoble doivent tenir compte de certaines dispositions et notamment des points suivants :

4.1 Intervenants et rôles respectifs

4.1.1 CEA Grenoble

- Le SFETN assure le suivi technique des prestations. Le contact désigné pour ce suivi est nommé Correspondant technique.
- Le Service Achats du CEA Grenoble assure le suivi commercial des prestations effectuées par le prestataire
- La Cellule Qualité assure, d'un point de vue qualité, un suivi de la prestation et des documents des prestataires. Elle a en charge le suivi des anomalies, la programmation des audits et les actions d'améliorations associées.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

L'organisation de la sécurité au CEA et les règles applicables aux activités des Entreprises Extérieures sont décrites dans les « *Règles applicables aux Entreprises Extérieures effectuant des travaux au CEA Grenoble* » : **EQ CS 23-10, document joint au présent Cahier des Charges.**

Le prestataire est invité à lire attentivement ce document afin d'évaluer correctement les obligations qui lui incombent dans le cadre du marché.

4.1.2 Prestataire

Le prestataire assure les prestations définies dans ce CdC.

4.2 Relations avec le CEA Grenoble

Le prestataire désigne un correspondant privilégié sur site du CEA Grenoble qui rend compte directement aux Correspondants Techniques pour les aspects de suivi technique.

Le prestataire s'engage à signaler immédiatement aux Correspondants Techniques toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations.

Le prestataire peut être amené à avoir des contacts avec les utilisateurs pour l'organisation de certaines prestations définies dans ce CdC. Le prestataire doit tenir informé le Correspondant Technique de ces contacts.

4.3 Organisation du prestataire

Le prestataire est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur adaptation à la charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, afin d'assurer, dans leur intégralité et dans les délais impartis, l'ensemble des missions décrites dans le présent Cahier des Charges.

Il doit mettre en œuvre, en nombre et en qualification, une équipe structurée et aux compétences suffisantes de façon à remplir l'ensemble des missions décrites adaptée à la charge de travail à réaliser. En particulier, il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations et pallier les absences prévues et imprévues de son personnel.

Dans sa réponse, le prestataire précise, pour les différentes fonctions qu'il a identifiées, la qualification, l'expérience, et les formations des intervenants qu'il affecte à la réalisation des prestations. Le prestataire s'engage à présenter un organigramme des différents intervenants, et de le tenir à jour pendant toute la durée du marché. Il doit notamment informer le responsable CEA du contrat, préalablement à la prise de fonction, de toute modification de la composition du personnel affecté sur le site.

En cas de changement de personnel, le prestataire est tenu de dispenser, à tout nouvel intervenant, la formation liée aux différentes missions décrites dans le présent cahier des charges.

Le bon dimensionnement de l'équipe et la justification que celui-ci réponde correctement aux exigences et aux besoins du CEA Grenoble, représentent un critère majeur d'évaluation de l'offre du prestataire.



L'organisation envisagée, la mise en place des ressources nécessaires pour réaliser les prestations demandées, doivent être présentées par le prestataire dans sa réponse au présent dossier de consultation.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

4.4 Conditions d'interventions

4.4.1 Horaires

Voir le document EQ CS 23-10.

Il appartient au prestataire de s'assurer du respect légal du temps travaillé par ses employés en regard du Code du Travail.

4.4.2 Conditions d'intervention sur le site

Un Plan de Prévention sera établi préalablement au début des activités et interventions (voir paragraphe suivant). Dans ce cadre, la désignation d'un « responsable sécurité » de l'EE est demandée, qui sera l'interlocuteur privilégié du CEA sur les aspects sécurité sur le terrain.

L'accès sur le site du CEA Grenoble est conditionné par l'attribution d'un badge. Les modalités de délivrance du badge sont décrites dans les « *Règles applicables aux Entreprises Extérieures effectuant des travaux au CEA Grenoble* » : EQ CS 23-10 joint au présent Cahier des Charges.

4.5 Interprétation du présent Cahier des Charges

Le prestataire est réputé avoir connaissance de l'environnement de travail sur le site du CEA Grenoble.

Il s'est parfaitement rendu compte de la nature des prestations à exécuter, de leur importance et des sujétions de toutes sortes qu'elles comportent.

Le prestataire a donc pris connaissance des lieux et a parfaitement apprécié l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations prévues.

5 INFORMATION CONSEIL – OBLIGATION D'INFORMATION



Le fournisseur assure des retours d'expérience, d'expertises, de veilles technologiques et réglementaires à l'attention du CEA Grenoble.

De par sa compétence et son expertise, le Titulaire doit assurer l'obligation de conseil auprès du CEA Grenoble.

Tout élément ne permettant pas au Titulaire de réaliser correctement les prestations décrites dans ce CdC doit faire l'objet d'une alerte auprès des correspondants techniques.

6 POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU CEA

6.1 Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

Avec un montant qui représente près de 2,7 milliards d'euros, les achats du CEA font partie intégrante des enjeux sociétaux et environnementaux.

Le CEA veille à la qualité et à la diversité des relations avec ses fournisseurs. Il mène une politique d'achat responsable fondée sur trois engagements prioritaires :

- Créer et maintenir des relations de confiance avec ses fournisseurs,
- Prendre en compte la dimension responsable de ses achats,

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

- Contribuer au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et de l'innovation.

Il est signataire depuis 2004 de la charte « relation fournisseur responsable » et adhérent au Pacte PME, dispositif national de soutien aux PME innovantes.

L'engagement de développement des achats responsables du CEA ne peut se faire sans prise en compte de cette dimension par ses fournisseurs.

Ainsi le CEA compte sur vos propositions dans le cadre de cet appel d'offre pour optimiser l'impact environnemental de vos prestations et développer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi et le secteur protégé.

6.2 Développement durable

Dans le cadre de la démarche « Développement Durable », le CEA Grenoble œuvre à l'amélioration de ses performances environnementales, et souhaite être accompagné dans cette démarche par ses fournisseurs.



Le prestataire présente dans son offre sa stratégie d'entreprise en matière de développement durable et ses propositions d'amélioration spécifiques aux prestations objet du présent CdC.

D'autre part, dans le cadre de la démarche « Plan Déplacement Entreprise », le CEA Grenoble prend des engagements sur la réduction de son empreinte environnementale.

Le prestataire doit accompagner le CEA Grenoble et s'engage, dans la mesure du possible, à utiliser des véhicules "propres" pour les besoins spécifiés dans le présent CdC.

De plus, la zone LETI MINATEC est une zone piétonne à accès réglementé pour les véhicules.

Les véhicules identifiés au nom de la société sont soumis à autorisation du CEA Grenoble pour accéder à la zone piétonne. Tous les autres véhicules sont garés sur le parking dédié.

7 QUALITE

Pour l'ensemble de ses activités, le prestataire applique un système qualité d'un niveau équivalent à la norme ISO 9001 version 2015. Si le prestataire est accrédité par un organisme de certification, il fournira une copie du certificat d'accréditation.

Des écarts significatifs et/ou répétés à ce Cahier des Charges sont notifiés au prestataire (sous forme de mail « Suivi Prestation Fournisseur » ou Fiche d'amélioration) pour action corrective dans un délai imparti. En cas d'écarts ou d'actions correctives non réalisées, des pénalités sont appliquées au prestataire en référence au contrat.

Des indicateurs de suivi des prestations sont établis dans le présent CdC. Le CEA Grenoble peut demander des compléments et le prestataire en ajouter d'autres en accord avec le CEA, dans la mesure où ils sont pertinents et bénéfiques au bon déroulement de la prestation. Ces indicateurs sont présentés et vérifiés lors des réunions de suivi de contrats.

Le CEA Grenoble se réserve la possibilité de contrôler à tout moment le fonctionnement effectif du système au moyen d'audits qualité qui peuvent être réalisés dans les locaux du prestataire et sur le site du CEA Grenoble.

Un audit global de la prestation pourra être organisé à partir de la fin de la 1^{ère} année de fonctionnement du contrat.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

Le prestataire effectue le suivi des actions qualité et notamment :

- Participation à la rédaction des fiches d'améliorations ;
- Analyse des défaillances ;
- Traitement des anomalies ;
- Suivi des actions correctives.

Un plan de progrès est établi et suivi par le prestataire pendant la durée d'exécution du contrat. Ce plan est issu des différentes remarques élaborées au travers de l'analyse des fiches d'améliorations et de sa propre expertise. La revue de ce plan est réalisée durant les réunions semestrielles.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

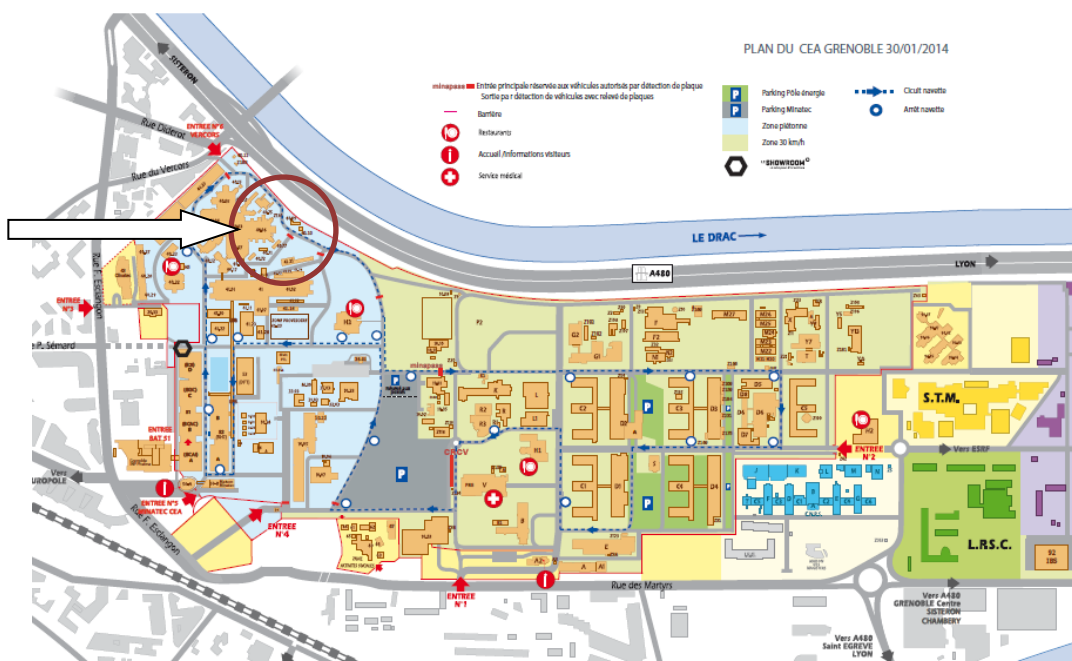
8 DESCRIPTION DE LA PRESTATION

8.1 Périmètre

8.1.1 Périmètre géographique

Le CEA Grenoble est un organisme de recherche pour l'essentiel axé sur le développement des nouvelles technologies, dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'information et de la communication. Des batteries électriques aux nanotechnologies en passant par les matériaux et les biotechnologies, le CEA Grenoble est à la pointe de la recherche technologique et participe activement au transfert de ces connaissances vers l'industrie.

Installé sur la presqu'île scientifique de Grenoble, entre Drac et Isère, le site du CEA s'étend sur 70 hectares et abrite un peu plus de 280 bâtiments (pour environ 320 000m² de surface de plancher), dont des plateformes technologiques au plus haut niveau des standards industriels.



Aire de stockage et base vie :

Le MOE proposera un plan d'installation de chantier en terme de base vie à proximité du projet. Ce plan sera discuté avec le CEA (MOA) et le CSPS. Les entreprises pourront proposer des variantes au plan d'installation de chantier mais celui-ci devra être validé par la MOE, le CSPS et le CEA. Il sera nécessaire de prévoir un système d'approvisionnement des matériaux et matériels.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.1.2 Périmètre du marché

La mission de CSPS porte sur l'ensemble des études et suivi des travaux nécessaires et indispensables pour la réalisation de l'ensemble des missions citées dans le présent cahier des charges. Les missions portent sur les études et le suivi des travaux :

- Consignation des réseaux et fluides (CFO, CFA, téléalarme, eau de ville, eaux usées, eau pluviale, air comprimé, eau surchauffée, eau chaude, etc. ...),
- Désamiantage ;
- VRD
- Gros-œuvre
- Charpente / serrurerie
- HVAC
- CFO/Cfa, gaine à barre
- Fluides
- Exhaust
- Menuiserie
- Détection : incendie, gaz, contrôle de présence, téléalarme, contrôle d'accès, ...
- Ascenseur / monte-charge
- Etc...

Cette liste est non-exhaustive

L'ensemble des documents (plans, coupes et détails) nécessaire à la compréhension des travaux sont transmis par la Maîtrise d'Ouvrage à la demande.

Le CSPS devra s'appuyer sur les prescriptions et CCTG du CEA Grenoble pour les interfaces en particulier

L'ensemble des documents (plans, coupes et détails) nécessaire à la compréhension des travaux sont transmis par la Maîtrise d'Ouvrage à l'attribution de la mission.

Le CSPS devra s'appuyer sur les prescriptions et CCTG du CEA Grenoble pour les interfaces avec les installations en service en particulier.

Le marché concerne notamment :

Une mission de « conception » qui consiste à :

- Participer aux réunions organisées entre les intervenants, notamment avec le Maître d'Ouvrage, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration de l'Ouvrage ;
- Participer aux réunions avec la Maîtrise d'œuvre ;
- Ouvrir et tenir à jour le registre journal, un exemplaire papier sera tenu à jour en salle de réunion du chantier ;
- Participer à l'inspection commune préalable avec l'exploitant du CEA de Grenoble ou de son représentant (RMOA) et le ou les ingénieur(s) d'installation(s) en interaction avec le chantier de BtGC ;
- Rédiger le Plan Général de coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS), en intégrant les modalités de sécurité mentionnées au cours de l'ICP y compris les mises à jour en tant que de besoin durant la phase de conception;
- Constituer le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage de la phase conception (DIUO) ;

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

- Gérer les interférences avec le site en exploitation (exploitants, logistique, circulation...) en interface avec les acteurs de sécurité du CEA concernés;
- Contribuer à l'élaboration des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) ou de bons de commande et dossiers techniques associés ;
- Contribuer à l'analyse des offres des entreprises en matière de sécurité ;
- Assurer la passation des consignes entre coordonnateurs Conception et Réalisation ;
- Assurer la concertation inter-maitrise d'ouvrage sur l'ensemble des aspects sécurité de co-activité inter-chantiers.

Une mission de « Réalisation » qui consiste à :

- Réaliser les visites d'inspection commune avec les entreprises titulaires et sous-traitantes et tous les intervenants : contrat multitechnique Centre amenés à intervenir dans les emprises du chantier ;
- Réaliser et notifier par écrit les harmonisations de PPSPS de l'ensemble de entreprises amenées à intervenir sur les opérations de l'îlot « 40 » ;
- Mettre à jour le registre journal au fur et à mesure de l'avancement de la mission ;
- Mettre à jour, **en tant que de besoin**, le PGCSPPS en tenant compte de l'évaluation des risques ;
- Vérifier la conformité entre les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) et le PGCSPPS ;
- Compléter le DIUO au fur et à mesure de l'avancement de la prestation et remettre le DIUO finalisé au maître de l'Ouvrage à la date de la réception de l'ouvrage ;
- Réaliser à chaque mois échu, un bilan des heures travaillées des entreprises présentes sur le chantier (format .xlsx, fourni par la CQSE);
- Participer activement aux réunions de concertation inter-chantiers ;
- Participer à toutes les réunions hebdomadaires de chantier
- Réaliser des visites inopinées de chantier (suivant demandes MOA, voir précision dans le CCTP).

8.1.3 Estimation* du nombre de corps d'état sur le chantier

Le nombre de Titulaires de lot, de Sous-traitant de 1^{er} rang, et de Sous-traitant de 2^{ème} rang seront définis ci-après :

- ✓ Les opérations de désamiantage de l'ensemble des locaux constituant l'îlot Bâtiment 40, déconstruction du bâtiment 40.73 & isolement du bâtiment 40.06 : **5 ***
- ✓ Les opérations d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.05 : **40 ***
- ✓ Les opérations d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.07 : **60 ***

** cette estimation est donnée à titre indicatif, elle n'est à ce stade pas le reflet exact du volume d'entreprises et sous-traitants susceptibles d'intervenir sur le chantier*

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.2 Prestation à réaliser et résultats attendus.

8.2.1 Définition de la mission

Le Titulaire appliquera les dispositions des articles R. 4532-4 et suivants du Code du travail, ainsi que les autres textes d'application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, et aura, en particulier, les obligations suivantes

8.2.2 Principes généraux

Dans le cadre de la mission qui lui incombe, le Titulaire veillera à la mise en œuvre des principes généraux de prévention, définis aux articles L. 4121-2 du Code du travail et rappelés ci-après, conjointement avec le Maître d'Œuvre, afin de prévenir les risques liés à la réalisation de l'Ouvrage :

- a) Éviter les risques ;
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c) Combattre les risques à la source ;
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- e) Tenir compte de l'évolution des techniques ;
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- g) Planifier la prévention, en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Ces principes seront appliqués notamment à l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'Ouvrage.

La mission du Titulaire est composée, d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle, décrite ci-dessous.

La tranche ferme correspond à la réalisation des prestations de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors de la phase de conception de l'Ouvrage.

La tranche optionnelle correspond à la réalisation des prestations de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors de la phase de réalisation de l'Ouvrage.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.2.3 Tranche ferme : Phase d'Etude, de Conception et d'Elaboration du projet

8.2.3.1 Analyses de phase APS, APD, PRO

Le Titulaire, en lien, avec les équipes de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, émet un rapport d'analyse à chaque phase de chantier.

Cette analyse sera à retranscrire, soit au travers de documents émanant de la Maitrise d'ouvrage lorsqu'une trame est fournie, soit sur un document de type (.xlsx) permettant à la maîtrise d'ouvrage de synthétiser les différents points émis.

Le CSPS pourra être force de proposition dans le cadre de l'analyse des co-activités dans les emprises du chantier et les activités périphériques

8.2.3.2 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Niveau II & Niveau I)

Le Titulaire élabore le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (ci-après dénommé : "Plan général de coordination").

L'élaboration du Plan général de coordination commence dès le début de la phase d'élaboration de l'Avant-projet Sommaire et est complété au moment de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises. Il doit être prêt pour être remis aux entreprises contactées dans le cadre de l'appel d'offres. Suivant le stade d'avancement des études de conception, le Titulaire pourra émettre un premier avis sur l'Avant-projet sommaire.

Les principales rubriques de ce Plan Général de Coordination sont énoncées en annexe 1 du présent cahier des charges.

Le Plan Général de Coordination est modifié et adapté **en tant que de besoin** par le Titulaire en fonction de l'évolution de la réalisation de l'Ouvrage et de la durée effective des différents types de travaux ou des phases de travail.

Ce Plan Général de Coordination intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (ci-après dénommés "Plans particuliers") que lui transmettent les entreprises intervenantes ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du Code du travail. Les adaptations nécessaires à la mise en harmonie des Plans Particuliers et des Plans de Prévention sont portées à la connaissance des entreprises.

8.2.3.3 Dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage

Durant la phase de conception, le Titulaire élabore le Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (ci-après dénommé : "Dossier d'interventions ultérieures". Il collecte, auprès du Maître d'œuvre et des intervenants, les documents permettant de réaliser ce dossier et de le compléter afin de préciser les dispositions concernant la sécurité des travailleurs et la protection de la santé.

8.2.3.4 Registre-journal

Dès la signature du contrat, le Titulaire ouvre un Registre-Journal de la Coordination ci-après dénommé « Registre-Journal » où sont consignés les comptes rendus, instructions relatives à la sécurité, les observations, les coordonnées des entreprises amenées à intervenir sur le chantier.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.2.3.5 Protections collectives, appareils de levage, accès provisoires, installations générales

Le Titulaire définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques (voir CCTG ST.E.NT.3449 G / CCTG installation électrique). Le Titulaire mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

8.2.3.6 Règlement intérieur du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (bâtiment 40.07)

Le Titulaire rédige un projet de règlement intérieur du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ci-après dénommé : « Collège interentreprises » qui sera soumis à l'approbation de ce Collège lors de sa première réunion.

Le projet, lorsque celui-ci est requis, doit être préparé pendant la phase de conception et remis au Maître d'Ouvrage au moins quinze jours avant l'envoi des consultations.

8.2.3.7 Rapports du Titulaire avec la maîtrise d'œuvre

Le Titulaire met en place les mesures nécessaires à la coordination du chantier en coopération avec le maître d'œuvre.

Il apporte sa contribution au maître d'œuvre pour définir les mesures d'organisation générale du chantier.

8.2.3.8 Document Harmonisé de l'Organisation des Livraisons

Préalablement au démarrage du chantier, le coordonnateur SPS élabore le PGCSPS.

Simultanément, le coordonnateur SPS préétablit un Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL) qu'il annexe au PGCSPS. (Recommandation R476 – MOA & R477 – Entreprises).

Ce document précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes.

L'entreprise de travaux établit son PPSPS et renseigne le DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres, et avant la livraison.

Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise. Il est annexe au PPSPS de celle-ci.

Il est régulièrement mis à jour dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS par le coordonnateur, et aussi pour tenir compte de l'évolution du chantier impactant les livraisons.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.2.4 Tranche optionnelle: Phase de Réalisation

Dans le cas où le financement n'est pas obtenu ou il existe une impossibilité technique de réaliser l'opération, cette tranche n'est pas levée

8.2.4.1 Mission de coordination générale

Dans le cadre de sa mission de coordination générale, le Titulaire devra notamment :

- Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- A cet effet, le Titulaire procède avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à son intervention, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune a lieu avant la remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- Tenir à jour, **en tant que de besoin**, le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé et veiller à son application ;
- Consigner sur le Registre-Journal, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, les événements suivants:
 - Le compte rendu des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières transmises à chaque entreprise intervenante sur le chantier (sous-traitants compris) ;
 - Les observations ou injonctions que le Titulaire peut juger nécessaire de faire aux entreprises intervenantes ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leurs réponses éventuelles ;
 - Les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, dès qu'il en a connaissance, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux; cette liste est, si nécessaire, complétée ou corrigée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
- Mettre le Registre-Journal à la disposition des intervenants sur le chantier. Le Titulaire y apposera son visa chaque semaine, au même titre que les autres intervenants. Une copie du procès-verbal de transmission du Dossier d'intervention ultérieure doit y être annexée. Après réception des travaux, le Titulaire en remettra une copie au Maître d'Ouvrage et conservera ce Registre-Journal pendant cinq ans ;
- Participer aux réunions organisées entre les intervenants, notamment avec le Maître d'Ouvrage, pendant la phase de réalisation, d'étude et d'élaboration de l'Ouvrage ;
- Visiter régulièrement le chantier. Les visites auront lieu suivant la définition du § : Présence du Titulaire sur le chantier ;
- Signaler aux responsables des entreprises tout manquement aux mesures de prévention prescrites par la réglementation et étudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions ;
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et l'emploi des dispositifs de sécurité ;

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

- Conseiller toutes mesures utiles à l'hygiène des travailleurs, et plus particulièrement à la prévention des maladies professionnelles ;
- S'assurer que chaque entreprise applique les dispositions prévues à son Plan particulier de sécurité ;
- Provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées ;
- Faire diffuser les affiches et consignes de sécurité ;
- Faire l'analyse des accidents de travail ;
- Adresser et tenir mensuellement à jour les statistiques d'accident (suivant fichier CEA), en précisant les chiffres suivants pour chaque entreprise présente: le nombre d'heures travaillées, le nombre d'accidents avec arrêt, le nombre total d'accidents, le nombre total de jour d'arrêt, le total des IPP des accidents et l'effectif moyen.
- Fournir au Maître d'Ouvrage les éléments nécessaires pour la ventilation des dépenses que celui-ci fera effectuer au titre de la sécurité et de la protection de la santé.
- Demander aux entreprises titulaires et aux sous-traitants de transmettre en annexe de leur PPSPS la liste des personnels affectés à l'opération ainsi que les mises à jour éventuelles
- Relire et émettre un avis sur le plan de retrait amiante (cas d'un chantier de désamiantage) et vérifier l'avis du CSE de l'entreprise ;
- Vérifier les mesures de dépression à chaque visite et en cas d'incident demander à l'entreprise les explications
- Contrôler tous les résultats de test d'empoussièrement du chantier (sauf ceux de l'environnement chantier contrôlés par le MOE - amiante)

8.2.4.2 Interférences avec les activités sur le site

Le Titulaire devra tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet il devra en particulier procéder avec le Maître d'Ouvrage, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :

- Délimiter le chantier ;
- Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier, qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel appelé à intervenir ;
- Préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
- Participer à la réunion « inspection commune préalable » avec l'ingénieur de DPEI et/ou de l'installation et le RMOA, ce document doit être annexer au PGCSPPS.

8.2.4.3 Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (40.07)

Le Titulaire préside le Collège interentreprises, lorsque celui-ci est requis. Il convoque les membres du Collège interentreprises au moins une fois tous les trois mois et pour la première fois dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

Il transmet au Maître d'Ouvrage les procès-verbaux des réunions du Collège interentreprises, ainsi qu'à chaque Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou, à défaut, aux délégués du personnel des entreprises présentes sur le chantier.

Les opérations, désamiantage îlot 40 et travaux 40.05, seront convier en tant que de besoin au CISSCT dans le cadre de forte coactivité.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.2.4.4 Accès au chantier

Le Titulaire prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le Titulaire, en concertation avec la Maîtrise d'ouvrage, le Maître d'œuvre et l'OPC, s'assure de la mise en œuvre des moyens pour garantir la fermeture du chantier de façon pérenne.

8.2.4.5 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le Titulaire communique à chacune des entreprises appelées à intervenir sur le chantier, dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres entreprises contractantes.

A réception des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé, le Titulaire vérifie leur conformité avec les dispositions du Plan général de coordination avant leur intégration dans celui-ci.

Il transmet à chaque entreprise qui en fait la demande les Plans particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé établis par les autres entreprises.

Pour les opérations de construction de bâtiment, le Titulaire transmet également obligatoirement aux autres entreprises les Plans particuliers élaborés par les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal et de celles ayant à exécuter des travaux présentant un risque particulier prévus par l'arrêté pris en application de l'article L. 4532-8 du Code du travail.

8.2.5 Information du Maître d'Ouvrage

Le Titulaire informe, en tant que de besoin, le Maître d'Ouvrage de l'état d'avancement de sa mission.

8.3 Phasage du projet

Chaque projet a son phasage particulier, qui sera transmis par l'OPC ou le MOE en phase études puis projet.

8.4 Délai et Planning

8.4.1 Durée

La mission de coordination prévue par le présent cahier des charges débutera à la date de la notification du marché auprès du Titulaire.

Elle se terminera :

- ✓ À l'issue de la tranche ferme si le Titulaire ne contracte que pour la période de conception, d'étude et d'élaboration des travaux ;
- ✓ Le jour de la réception de l'Ouvrage si la mission du Titulaire porte également sur la tranche optionnelle ;
- ✓ La période de « Garantie de parfait achèvement » pourra faire l'objet de demande spécifique de la part de la MOA. Ces prestations seront rémunérées au titre d'un BPU.

DATES PREVISIONNELLES :

- Début des phases « conception » pour les projets Amiante, 40.05 & 40.07, décomposées de la manière suivante :
 - 4ième trimestre 2020 (à titre indicatif)
 - **Une phase conception « spécifique » Amiante et isolement du bâtiment 40.06**
→ Durée indicative = 4 mois

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

- **Une phase conception « spécifique » 40.05**
→ Durée indicative = 4 mois
- **Une phase conception « spécifique » 40.07**
→ Durée indicative = 8 mois
- Début des phases « réalisation » pour les projets Amiante, 40.05 & 40.07, décomposées de la manière suivante (tranche optionnelle) :
 - 4^{ème} trimestre 2020 (à titre indicatif)
- **Une phase réalisation « spécifique » Amiante et isolement du bâtiment 40.06**
→ Durée indicative = 15 mois
- **Une phase réalisation « spécifique » 40.05**
→ Durée indicative = 15 mois
- **Une phase réalisation « spécifique » 40.07**
→ Durée indicative = 18 mois

Le Maître de l'Ouvrage spécifie les points ci-après :

Les trois (3) opérations seront menées parallèlement et portées par :

- Un Pilote opérationnel, assisté par un AMO ;
- Un représentant de maître d'ouvrage spécifiques à chaque opération
- Des équipes de Maîtrise d'œuvre & des Bureaux d'Etudes Techniques associés

Dans le cadre de la mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, le titulaire du marché établira :

- Un PGCSPP « spécifique » Amiante et isolement du bâtiment 40.06
- Un PGCSPP « spécifique » 40.05
- Un PGCSPP « spécifique » 40.07

Ces documents devront être en adéquation avec les documents internes du CEA de Grenoble :

- Règlement intérieur applicable aux entreprises extérieures

8.4.2 Délais de Réalisation des Eléments de la Mission

De manière générale si les délais ne sont pas respectés des pénalités de retard seront appliquées tel que défini au marché

8.4.2.1 Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Chaque PGCSPP spécifique aux opérations doit être réalisé dans **un délai de 15 jours** avant la date prévue par le Maître de l'Ouvrage pour l'envoi des dossiers de consultation des entreprises et modifié, en tant que de besoin, en fonction de l'évolution de la réalisation de l'Ouvrage.

Le PGCSPP est un document rédigé pour chaque opération tel que défini précédemment, le titulaire doit porter à la connaissance des acteurs du chantier trois (3) documents distincts.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

8.4.2.2 Dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage

Le Titulaire doit remettre le Dossier d'interventions ultérieures de conception à la fin de sa mission et lorsque celle-ci ne concerne que la phase de conception, au coordonnateur de la phase de réalisation de l'Ouvrage qui, dès le début de celle-ci, effectue sa mise à jour pendant toute la durée des travaux et le remet au Maître d'Ouvrage lors de la réception des travaux.

Le Titulaire doit au titre de sa mission :

- Assurer le suivi et la mise à jour régulière des fiches d'interventions ultérieures à l'avancement des travaux
- Informer sans délai la maîtrise d'ouvrage de tout écart constaté dans la mise en œuvre d'ouvrage au regard du dossier d'interventions ultérieures établi en phase de conception de l'ouvrage ;
- Compléter le Dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, à ce titre, le Titulaire demandera la communication des dossiers techniques des ouvrages exécutés (DOE) de nature à faciliter une intervention ultérieure sur l'Ouvrage. La duplication en 3 exemplaires est à la charge des intervenants ayant fourni les documents. Ce dossier est remis par le Titulaire au Maître d'Ouvrage lors de la réception de l'Ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier ;

Ce dossier est remis par le Titulaire au Maître d'Ouvrage lors de la réception de l'Ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier ;

8.4.2.3 Registre-journal

Il doit être tenu à jour tout au long de la mission du Titulaire.

Le registre doit contenir que les éléments en lien avec la visite et les éléments de sécurité permanent de l'opération, pour être le plus concis et précis possible.

Une copie sera communiquée à l'issue de chaque réunion et de chaque visite à l'ensemble des acteurs dans l'acte de construire, au Maître d'Ouvrage et au Chef de Projet.

Un exemplaire du registre journal sera tenu à jour et à disposition des organismes de prévention dans la salle de réunion du chantier.

8.4.2.4 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le Titulaire reçoit les plans particuliers de chaque entreprise intervenante et en assure les diffusions nécessaires au fur et à mesure de l'intervention des entreprises.

Le Titulaire doit l'harmonisation des PPSPS, et les éléments doivent être retranscrits par écrit dans le registre journal de la coordination.

Un exemplaire des PPSPS sera tenu à jour et à disposition des organismes de prévention dans la salle de réunion du chantier.

8.5 Livrables

L'ensemble des documents doit être communiqués au format PDF pour les documents figés réglementaires,

En Word ou Excel pour les documents de travail.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

9 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Autorité et moyens dévolus au Titulaire

9.1.1 Autorité Dévolue au Titulaire

Le Titulaire est le seul interlocuteur vis-à-vis des différents intervenants sur le chantier, en matière de coordination de la sécurité et de la santé.

Le marché lui donne l'autorité nécessaire à l'organisation et à la mise en œuvre de la coordination des activités simultanées et successives des différentes entreprises présentes ensemble sur le chantier.

A cette fin, le Titulaire veille scrupuleusement à l'application des mesures de coordination qu'il a définies dans le Plan général de coordination. Il doit rappeler à l'ordre les entreprises qui y contreviendraient, sous forme d'observation ou d'injonction devant faire l'objet d'une notification dans le Registre-Journal.

Le Titulaire informe le Maître d'Ouvrage de tout non-respect des mesures de coordination définies dans le Plan général de coordination.

Le Titulaire est habilité à ordonner l'interruption des travaux en cas de danger grave et imminent. Il devra immédiatement informer le Maître d'Ouvrage et lui fournir les raisons pour lesquelles il a pris cette décision.

Le Titulaire veillera à ce que les entreprises, qui sont à l'origine de l'arrêt des travaux, prennent dans un délai raisonnable les mesures propres à faire cesser le danger.

Il ordonnera la reprise des travaux une fois mises en place ces mesures. D'une manière générale, le Titulaire doit rendre compte au Maître d'Ouvrage de toutes difficultés rencontrées

9.1.2 Moyens du Titulaire

9.1.2.1 Moyen humain

La personne morale désigne dans le cadre de la présente opération une personne physique qui sera le coordonnateur de la mission, celle-ci doit justifier d'une compétence de suivi de chantier en présence de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Une connaissance des procédures du CEA de Grenoble sera un « plus ».

Elle doit justifier à minima d'une formation amiante dans la gestion de projet.

Le Titulaire désigne aussi, coordonnateur suppléant de compétence équivalente afin d'assurer temporairement la continuité de la mission en cas de maladie ou de congés de l'interlocuteur désigné.

En cas de changement de coordonnateur au cours de la mission CSPS, le Titulaire s'engage à avertir le CEA au moins deux mois à l'avance de ce remplacement. Une période de recouvrement d'une durée minimum d'un mois sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations. Le Titulaire s'engage à procéder à ce remplacement par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à fournir pour accord, au CEA un dossier démontrant la compétence de ce nouveau coordonnateur.

9.1.2.2 Moyens matériels

Les fonctions administratives afférentes à la mission de coordination sont assurées par le Titulaire.

Le Titulaire utilise ses propres moyens pour exécuter la prestation.

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations notamment :

- Véhicules d'intervention,
- Les EPI conformément à la réglementation applicable sur les opérations de BTP ; les EPI spécifiques liés aux activités du CEA de Grenoble pourront être imposés au regard des zones en co-activités avec le chantier.
- Téléphonie
- Informatique (Word, Excel, Autocad, logiciel planning, BIM, ...)

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

Le Titulaire en assure l'entretien et la conformité à la réglementation en vigueur.

Les tenues vestimentaires couvrantes sont obligatoires sur le site du CEA de Grenoble pour les opérations de BTP.

Le Titulaire en assure l'entretien et la conformité à la réglementation en vigueur.

9.1.2.3 Moyens d'information

Le Titulaire doit participer aux réunions organisées par le Maître d'Œuvre, tout particulièrement les réunions relatives à l'étude des méthodes, la planification, l'ordonnancement, la coordination et le suivi des travaux.

Le Maître d'Œuvre transmettra au Titulaire un exemplaire du compte rendu de chaque réunion. Le Titulaire sera informé par le Maître d'Œuvre des dates retenues pour les réunions, dans un délai minimum de cinq jours ouvrés précédant la réunion, sauf cas d'urgence.

Le Titulaire pourra consulter dans les bureaux du Maître d'œuvre (et en obtenir copie sur sa demande) :

Les études réalisées par le Maître d'Œuvre qui nécessitent l'intégration des principes généraux de prévention, tant pour la phase de réalisation que pour la phase d'intervention ultérieure sur l'Ouvrage en service ;

Les dossiers d'appels d'offres afin d'intégrer au Plan général de coordination les mesures arrêtées par le Maître d'Œuvre.

Le Titulaire participe aux réunions organisées en cours de chantier par le Maître d'Ouvrage.

Présence en phase « Conception » les temps de présence et d'intervention sont de l'analyse du soumissionnaire.

9.1.2.4 Présence du Titulaire sur le chantier « phase réalisation »

Le Titulaire s'engage envers le maître d'ouvrage à respecter les conditions de présence suivantes sur le site:

- ✓ Une opération de travaux de désamiantage de l'îlot Bâtiment 40 & isolement du bâtiment 40.06;
 - **Présence à toutes les réunions hebdomadaires de chantier (½ journée)**
 - **Présence en visite inopinée de chantier = 1 visite de chantier /semaine*.**
- ✓ Une opération d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.05 (comprenant les façades) ;
 - **Présence à toutes les réunions hebdomadaires de chantier (½ journée)**
 - **Présence en visite inopinée de chantier = 1 visite de chantier /semaine*.**
- ✓ Une opération d'aménagement & de rénovation du bâtiment 40.07(comprenant les façades).
 - **Présence à toutes les réunions hebdomadaires de chantier (½ journée)**
 - **Présence en visite inopinée de chantier = 3 visites de chantier /semaine*.**

. * les visites inopinées seront à initier en fonction des périodes de chantier et en prenant en compte l'analyse de risque portée par le CSPA compte-tenu des activités et/ou co-activités en présence sur le chantier.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

9.1.2.5 Locaux mis à disposition du Titulaire par le CEA

Les restaurants d'entreprises sont accessibles.

Dans le cadre du chantier du bâtiment et génie civil, une base vie sera mise en place comprenant vestiaires, réfectoire, sanitaires et salle de réunion pour la phase travaux. En phase études le CEA mettra à disposition une salle de réunion pour les réunions qui concerne ce projet.

10 OBLIGATIONS LIEES A LA PRESTATION

10.1 Sécurité

Le Titulaire se réfère aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement,
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble,
 - Conditions d'hygiène,
 - Accident et appels des secours,
 - Évacuation en cas d'urgence,
 - Surveillance médicale,
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents,
 - Inspections communes préalables,
 - Plan de prévention,
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché,
- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PP,
- Dispositions particulières :
 - Accès aux terrasses,
 - Risques incendie et explosion,
 - Risque électrique,
 - Traitements des déchets,
 - etc.,
- Moyens fournis par le Titulaire (humains et matériels),
- Moyens mis à disposition par le Demandeur,
- Interruption du marché en cas de non respects des règles de sécurité.

Des contrôles pourront être réalisés par les services compétents du Demandeur à tout moment du déroulement du marché. Le Titulaire ne pourra en aucun cas s'y soustraire.

10.2 Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA.

Le Titulaire se réfère aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

10.3 Visite des lieux

Une visite de la zone est obligatoire aux soumissionnaires pour apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des travaux à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Le CSPS a donc pris connaissance des lieux, a parfaitement apprécié l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des travaux prévus.

Le CSPS a donc pris connaissance de l'étendue des opérations, a parfaitement apprécié l'ensemble des obligations et attendus sur le suivi de l'opération, dans les phases de conception et les phases de réalisation. Ces éléments pris, l'offre doit être en adéquation avec le projet sur les aspects compétences et financier.

Cette visite est à organiser pendant la phase de consultation en prenant rendez-vous avec le correspondant technique et l'ingénieur sécurité de la CQSE.

11 DISPOSITIONS FINANCIERES

11.1 Critères de jugement de l'offre « mieux-disante »

Adéquation de la compétence du coordonnateur avec les caractéristiques de l'opération

Le CEA s'assurera de la compétence du(des) coordonnateur(s) personne(s) physique(s) titulaire et suppléant(s).

Les éléments permettant de vérifier l'adéquation de la compétence liée à l'expérience et à la formation du coordonnateur en fonction des caractéristiques de l'opération sont les pièces suivantes :

- Curriculum-vitae du(des) coordonnateur(s) titulaire et suppléant ;
- Attestation de compétence du(des) coordonnateur(s) SPS (formation initiale, extension de phase et actualisation) ;
- Parcours professionnel du Coordonnateur SPS ;
- Le cas échéant ; formations, habilitations et/ou attestations spécifiques nécessitées par l'opération et/ou demandées par le maître d'ouvrage ;
- La liste des références sur des opérations de même typologie.

11.2 Capacité du candidat à intervenir

Le candidat justifie :

- De l'organisation proposée en fonction de l'éloignement ;
- Des moyens qu'il met en œuvre pour garantir sa disponibilité → plan de charge mensuel ;
- De sa capacité à organiser son remplacement notamment par la constitution d'une équipe composée d'un titulaire et d'un suppléant.

11.3 Offre financière

Les offres anormalement basses détectées font l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes :

- Le maître de l'ouvrage demande, par écrit des précisions sur la composition de ces offres, aux candidats concernés ;
- Ceux-ci fournissent par écrit les justifications qu'ils jugent suffisants ;

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

12 LES CONTROLES D'EXECUTION

12.1 Contrôle de la prestation

Le contrôle de la prestation repose sur les critères objectifs définis pour chaque tâche.
Les données nécessaires au calcul des indicateurs sont enregistrées par le prestataire, qui présente les résultats dans les rapports d'activité mensuels.

Tâche	Indicateur	Résultats demandés	Méthode de calcul de l'indicateur
<i>Réalisation du chantier</i>	<i>Respect du cahier des charges</i>	0 écart	<i>Enregistrement des écarts constatés lors du contrôle des installations par le Maître d'œuvre lors de ses visites</i>
<i>Réalisation du chantier</i>	<i>Respect du planning</i>	0 écart	<i>Enregistrement des écarts constatés lors des réunions hebdomadaires et mensuelles</i>
<i>Réalisation</i>	<i>Non-Arrêt de l'activité</i>	0 arrêt	<i>Enregistrement des écarts constatés lors des réunions hebdomadaires et mensuelles</i>

Des visites sur site lors de la phase d'exécution seront réalisées pour contrôler la qualité et la conformité des travaux réalisés.

12.2 Suivi de la prestation

Une **réunion trimestrielle** entre le correspondant technique et le prestataire, est programmée. Lors de cette réunion les points suivants sont abordés, à savoir :

- analyse des évènements du trimestre,
- les points sur les dysfonctionnements,
- l'analyse et le calcul des différents indicateurs.

Un compte rendu est rédigé par le prestataire et diffusé au correspondant technique dans les 16 heures ouvrées suivant la réunion pour approbation. Ce compte rendu est diffusé dans les 8 heures ouvrées après approbation du correspondant technique.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

13 ANNEXES

13.1 Annexe 1 : Contenu du plan général de coordination

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, joint aux autres documents remis par le groupement de conception-réalisation aux entrepreneurs qui envisagent de contracter, énonce notamment :

- 1°) Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2°) Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- 3°) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales,
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles,
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses,
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres,
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés,
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale,
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
- 4°) Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- 5°) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
 - a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article L.4532-18 et du décret pris pour son application,
 - b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
- 6°) Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- 7°) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle, dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont également joints au plan général de coordination.

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.

13.2 Annexe 2 : Contenu du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage

Le Dossier d'interventions ultérieure sur l'ouvrage, rassemble tous les documents permettant de faciliter les opérations de maintenance et d'entretien.

Il intègre notamment :

- Les éléments techniques propres à l'ouvrage ;
- Les informations relatives aux éventuelles **contraintes géographiques et/ou géotechnique** ;
- Les problèmes d'environnement (climat, infrastructure de transport, ...).

Le Dossier d'interventions Ultérieures doit contenir à minima :

- La liste des interventions ultérieures ;
- Le tableau de suivi de la mise à jour du DIUO ;
- La liste des documents ou pièces du DIUO, annotée des modifications apportées aux versions initialement versées au dossier ;
- Les différents diagnostics imposés par le législateur (DTA, rapport de repérage avant travaux, ...) ;
- Les noms et coordonnées des personnes morales et/ou physiques ayant participé à l'acte de construire ;
- Les plans et photographies de l'ouvrage, notamment des parties de l'ouvrage devant faire l'objet d'une attention particulière lors des interventions ;
- Les fiches relatives aux interventions établies, par métier et par lieu d'intervention ;
- Les notices techniques d'utilisation et d'entretien des équipements ;
- Un calendrier prévisionnel des opérations de maintenance ;
- Les informations relatives aux produits fiches de données de sécurité, ...) ;
- Les rapports de repérage de matériaux et produits contenant de l'amiante, les bordereaux de suivi des déchets amiante (cas d'opération de désamiantage).

13.3 Annexe 3 : Grille de décomposition des prix globale et forfaitaire

Les soumissionnaires sont tenus de renseigner le document (.xlsx) joint en annexe du présent CCTP.

Ce document sera adressé au format (.xlsx) et au format (.pdf).

Les informations contenues dans le présent document sont la propriété des contractants. Il ne peut être reproduit ou transmis à des tiers sans l'autorisation expresse des contractants.